VIme Année. — No 184. PARAIT TOUS LES SAMEDIS Genève, 22 Septembre 1906.

LE RÉVEIL

SOCIALISTE-ANARCHISTE

SUISSE et ITALIE :
ABONNEMENTS : Une année, Fr. 3.— ; Six mois, Fr. 1.50
Le numéro : 5 centimes

Adresser lettres et communications :
RUE DES SAVOISES, 6
GENÈVE (SUISSE)

UNION POSTALE UNIVERSELLE :
ABONNEMENTS : Une année, Fr. 5.— ; Six mois, Fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

Qui trompe-t-on ici ?

Que des politiciens socialistes, ne pouvant appuyer leur action parlementaire sur autre chose que des « électeurs », sans lien entre eux et prompts, suivant les événements, à montrer leur inconstance, rêvent de s'attacher une clientèle plus sérieuse, marchant au nom de certains principes et non plus au gré des vents de la politique, cela se conçoit aisément.

Les électeurs, même les plus fervents du bulletin de vote, n'ont pas encore pu sérieusement croire à la valeur de ce moyen. Il demeure tout au plus une façon de montrer son mécontentement aux gouvernants en fonction. Les élus du suffrage universel n'ayant pu faire aboutir le programme avec lequel ils avaient pipé des votes, il s'en suit une méfiance, justifiée sans doute, mais qui ne s'adressera pas au principe même du parlementarisme. Les plaignants se contenteront de rechercher d'autres candidats et de mettre de nouveau leur confiance à l'épreuve en choisissant, parmi les quémandeurs de suffrages, ceux qui auront l'heur de plaire au moment des élections.

Rien de plus volage que les électeurs, d'autant plus que les candidats, même ceux qui se réclament du socialisme électoral, demeurent assez vagues, à dessein, dans leurs exposés de principes, pour ne pas effaroucher les timides ou les timorés, ce qui est tout un. Dès lors, les uns et les autres, candidats et électeurs ont la clientèle et les représentants qu'ils méritent.

Quant aux électeurs inscrits au parti socialiste, payant des cotisations et prouvant, autrement que par le geste du votard, leur attachement au parti, ils sont en trop petit nombre pour qu'on puisse en faire grand cas et s'appuyer sur eux à l'exclusion du vulgaire troupeau des votards sans principes.

Les défaites électorales du parti socialiste français dans le Nord, à Lille, en particulier, il y a quelques années, nous ont prouvé surabondamment le peu de fond du corps électoral.

Il serait bon dès lors de lier partie avec les travailleurs syndiqués des différents métiers. Ce serait une excellente clientèle à s'attacher, qui rendrait au parti politique qui se réclame d'un socialisme de parade, le caractère posé et soutenu qui lui manque totalement aujourd'hui. N'est-ce pas dans ce but et comme pour servir de pipeaux qu'une aussi grande proportion de candidats ouvriers avait été admise lors des dernières élections ?

N'est-ce pas aussi dans la même idée que le directeur de l'« Humanité », l'ex-centre-gaucher Jaurès, offrait les colonnes de son journal aux syndicalistes de marque, secrétaires de Bourses de travail et autres fonctionnaires ouvriers, pour y développer leurs idées au sujet d'une éventuelle alliance entre politiciens et syndicalistes, ou tout au moins d'une reconnaissance publique de l'action parlementaire socialiste et de sa valeur pratique ?

Si les électeurs sont sans consistance, les élus ne le sont pas moins. Nous avons vu, dès l'entrée de la nouvelle représentation à la Chambre, la fameuse union socialiste se fondre en plusieurs groupements. L'action socialiste y sera limitée à quelques escarmouches sans portée et à marcher, quoi qu'on en ait dit, dans les pas d'un radicalisme tout aussi réformiste que le socialisme de M. Jaurès. Neutralisés les uns par les autres, destinés à ne rien faire, à ne pas faire plus du moins que leurs devanciers dans l'art de légiférer ont pu faire, les socialistes parlementaires élus verraient avec plaisir le syndicalisme ouvrier leur fournir un programme et un appui.

Ils ont cru d'autant plus à la possibilité d'une telle alliance que, dans la Confédération générale du travail, il y a un élément réformiste qui n'a jamais désarmé, malgré les insuccès de ses propositions aux différents congrès, de celui de Limoges, en 1895, où fut fondée la Confédération, jusqu'à celui de Bourges, où pareille proposition d'alliance fut rejetée à une très forte majorité.

Devant cette ténacité qu'aucun insuccès ne décourage, les syndicalistes qui ont accepté d'écrire dans la tribune syndicale de l'« Humanité », ont commis non seulement une maladresse, mais disons le mot, bien que nous ayons parmi eux des amis, une mauvaise action.

D'abord, Jaurès pensait les acheter ou tout au moins se servir d'eux à des fins politiques. Ce n'est pas pour leurs beaux yeux qu'une telle offre leur fut faite. C'était amener à son journal une clientèle ouvrière qui lui manque et c'était donner à la maison un faux air d'honnêteté et réhabiliter, en quelque sorte, vis-à-vis de la classe ouvrière, la presse quotidienne vénale, soutenue par le capitalisme, même quand elle se dit socialiste et qui fut toujours considérée comme un mauvais lieu.

Les travailleurs méfiants, pour d'excellentes raisons, n'ont pas vu d'un bon œil cette collaboration insolite qu'il fallut excuser dès l'abord et défendre par la suite. Ce fut là déjà un motif de dissentions intestines qui s'éterniseront jusqu'au congrès d'Amiens, et que les syndicalistes de la Confédération générale du Travail, devenus collaborateurs de M. Jaurès, auraient pu éviter sans beaucoup de peine.

Quoiqu'on en dise, il y a dans ce fait un abandon de principes. Est-il une conséquence naturelle du fonctionnarisme ouvrier, et dès lors une habileté nécessitée par le milieu et les circonstances ? Cela paraît plausible, sinon excusable, si l'on remarque le nombre de secrétaires et de titulaires de fonctions qui participent à cette coopération peu édifiante. Ou faut-il voir la lente usure des caractères dans un milieu divisé où il faut manœuvrer en vue d'un équilibre apparent et pour satisfaire sans y arriver sans doute, en les ménageant, des tendances opposées dans leur but et dans les moyens d'y parvenir ?

Il est vrai qu'à l'heure actuelle, les principes sont peu prisés. Nous avons tous appris avec quelle désinvolture le secrétaire Niel, de Montpellier, — encore un bureaucrate ouvrier — parlait du préjugé abstentionniste. Ce vulgaire sauteur nous avait déjà fait connaître ses pirouettes en nous offrant le vote révolutionnaire. Sans doute, pensait-il nous offrir un numéro nouveau du tréteau électoral où tant d'autres ont cru nous jobarder.

Il oublie aussi que le préjugé abstentionniste ne peut être séparé du préjugé anti-gouvernemental, anti-étatiste et qu'en acceptant le suffrage universel, en s'en servant, c'est accepter toutes les conséquences qui découlent de cette coopération au gouvernement du peuple. Il ne s'agit donc plus de lutte de classe, mais de coopération des classes. A quoi bon des syndicats, dès lors ?

Sans doute, toujours préjugés que tout cela. La race des renégats n'est pas d'aujourd'hui. Nous en avons vu d'autres, avant Niel, commençant eux aussi par bafouer les principes pour arriver, de palinodies en palinodies, au Parlement, d'où ils corrompent leurs anciens camarades pour justifier leur propre déchéance.

Préjugés ! Hé, oui, préjugés. Ce n'est pas ce mot, avec lequel on pense nous désarmer, qui nous fera rougir. Il y a des préjugés que nous chérissons et dont nous ne voudrions pas nous séparer pour rien au monde. La droiture et la confiance sont nécessaires dans la lutte que le prolétariat soutient contre ses ennemis connus et inconnus. Et ce sont-là des préjugés si on les juge au nom d'un déterminisme philosophique qui n'a rien à voir avec la lutte et les nécessités qu'elle entraîne.

Oui, ils étaient exempts de préjugés les socialistes marchant la main dans la main avec un Galiffet, le boucher de mai, qui a réussi à nous faire oublier le boucher de juin. Préjugés encore que la réminiscence de pareils souvenirs !

C'est ainsi que l'on cherche à corrompre peu à peu le bon sens populaire. C'est une diminution de force morale que l'on poursuit pour arriver à des fins politiques qui marqueraient du même coup la fin de la lutte directe contre le capitalisme et l'Etat, si les nécessités qui poussent les travailleurs à l'action n'étaient pas plus énergiques elles-mêmes que l'œuvre démoralisante poursuivie par quelques-uns.

Dans quel cercle tournons-nous ? N'avons-nous pas senti passer sur nous toutes les corruptions du parlementarisme ? N'avons-nous pas compris l'œuvre de conservation sociale dont il est chargé ? Pouvons-nous nous méprendre encore sur le sens des prétendues réformes sociales demeurant lettre morte lorsque les ouvriers n'ont pas, par l'action directe de leurs syndicats, la puissance de les imposer ? Et que sont elles, en réalité, dans leurs résultats, même quand la force populaire exige leur application ? De misérables trompe-l'œil servant peu à peu à endormir la vigilance des travailleurs pour laisser agir en paix les fameux faiseurs de lois dont la race n'est pas près de disparaître à ce que l'on voit.

Mais quelles sont-elles ces lois de protection ouvrière qu'il est de bon ton de rappeler aujourd'hui ? Montrez-les donc dans leurs résultats réels, indéniables ? M. Niel a parlé de la loi sur le repos hebdomadaire, mais lisez donc la « Voix du Peuple », de Paris, et vous verrez ce que l'on peut attendre, dans l'ordre capitaliste d'aujourd'hui, d'une loi dite de protection. La troupe est déjà intervenue pour protéger... les patrons réfractaires à ses prescriptions.

Cinquante-huit ans de suffrage universel, c'est-à-dire de corruption bourgeoise, trente-six ans de démocratie gouvernementale, commencés par un massacre de trente-cinq mille des nôtres et continués par les répressions brutales de tous nos mouvements ouvriers, les déclarations rétrogrades des plus avancés de la classe ennemie et le passage à l'adversaire de beaucoup de ceux qui se disent socialistes ne suffisent donc pas à nous rendre plus clairvoyants. Faudra-t-il de nouveaux massacres et une nouvelle déclaration catégorique de la bourgeoisie, bien inutile, cependant, pour nous montrer qu'elle ne veut rien céder de ses privilèges de toutes sortes.

Toutes les turpitudes, toutes les résistances intéressées d'une classe qui n'a jamais vu dans la démocratie qu'un moyen, mieux assuré que les autres régimes, de faire durer les immenses bénéfices de son règne, tout cela doit s'effacer dans notre mémoire pour permettre la coopération bénévole du monde ouvrier, en vue de petites réformes anodines, ridicules et menteuses, avec les détenteurs de la richesse possédant terre, instruments de travail, produits, commerce, industrie.

Qui trompe-t-on ici, vraiment, pour vouloir nous faire admettre que nos ennemis sont devenus tout à coup de touchants collaborateurs ?

Le congrès d'Amiens aura raison de tous ces louvoyements et des lâchetés qui se trament dans l'ombre. Mais c'est de trop déjà qu'ils aient pu se produire sans que les protestations énergiques du prolétariat ne fissent rentrer en eux-mêmes les organisateurs de défaite que l'on trouve pontifiant dans la bureaucratie ouvrière. Celle-ci, comme l'autre dont on se plaint à juste raison, doit faire place à la libre entente des travailleurs, en dehors des paperasseries de la routine nationale infiltrée dans les organismes ouvriers. Préjugé, sans doute, mais encore un auquel nous tiendrons mordicus.

G. H.

POUR LA RUSSIE

La Révolution en Russie continue par de nombreux actes individuels que la complicité collective rend seule possibles. La masse est lente à s'émouvoir et à s'insurger, d'autant plus que là-bas comme chez nous les endormeurs ne manquent point. Nous avons déjà vu que les anarchistes russes dit maximalistes sont désavoués par le parti socialiste-révolutionnaire auquel ils étaient encore affiliés il n'y a pas longtemps. Le Bund, organisation socialiste juive, a pris à son tour la résolution suivante : « Considérant que la mainmise sur toute propriété, même sur celle de la couronne, exécutée au nom d'une organisation quelconque, exerce une influence démoralisatrice sur les masses ouvrières, amenant une recrudescence de répression, ce qui se fait surtout sentir dans les petites villes, il est défendu aux membres du Bund de prendre part aux prises. » Autant défendre de prendre part à la Révolution, qui ne peut être et ne sera possible que par l'expropriation.

Les journaux nous apprennent aussi que "le comité directeur du parti ouvrier a ordonné aux ouvriers de ne plus prendre part à aucun des actes des terroristes-anarchistes et de se réserver pour les élections de la Douma". Après le spectacle d'impuissance qui nous a été offert par la première Douma, aux élections de laquelle les socialistes avaient eu le bon sens de ne pas participer, cet "ordre" est vraiment stupéfiant. C'est ainsi que les " scientifiques " du socialisme parlementaire font le jeu de la réaction, car les actes terroristes-anarchistes sont la résistance la plus efficace qui lui est opposée actuellement.

***

Voici une résolution qui en dit long sur l'état d'âme des prolétaires russes. Elle est datée du 14 août dernier et a recueilli les signatures de tous ceux qui étaient présents à la réunion où la proposition en a été faite :

Nous soussignés, paysans du village de Djalgny, du gouvernement de Stavropol, du district de Blagodaeinsk, présents à la réunion au nombre de 1109 hommes, avons appris que les paysans de notre village Adrien Tchernomazoff, Martin Roudenko et Philippe Krontchinenko ont accepté le poste de gardes policiers et Gérasime Kolessnikoff celui d'employé subalterne de la police rurale et qu'un certain nombre de paysans ont accepté des emplois de ce genre.

Considérant que les employés subalternes de la police par leur ignorance cherchent à étouffer dans les villages toute idée bienfaisante, que les gardes sont institués et répartis par groupes dans les villages exclusivement pour calmer les paysans et les ouvriers affamés et privés de tous leurs droits, lorsque ces derniers demandent une amélioration à leur misérable existence, que l'armée composée de nos fils et de nos frères par son ignorance et son entendement borné devient une arme contre nous entre les mains des nobles et des grands propriétaires, qui ont noyé la Russie dans un flot de sang, nous ne voulons plus tolérer que nos frères issus du même village, acceptent de servir un gouvernement contre lequel lutte actuellement le peuple russe tout entier.

Pour cette raison nous avons pris la résolution suivante.

Proposer aux gardes mentionnés plus haut et à tous ceux qui font le service militaire au delà du terme fixé, de quitter leurs fonctions et de rentrer dans leurs villages avant le 29 août de l'année courante. S'ils n'ont pas quitté leurs fonctions au terme indiqué on reprendra le lot de terre qui leur est destiné et on les exclura de la commune.

Les hommes, qui se trouvant au service militaire, prendront part à la pacification des paysans et des ouvriers seront également exclus de la commune et leurs lots de terre retomberont dans le fonds territorial communal. L'armée ne doit pas se mêler de la vie politique du pays.

Nous n'ajouterons pas de commentaires, mais il nous faut néanmoins rappeler qu'en pays suisse nous avons vu les socialistes rechercher les grades dans l'armée et les emplois dans la police. Un Von der Aa, à Vevey, peut continuer à transmettre à son digne collègue Kronauer les rapports des mouchards de la police politique tout en restant membre et représentant d'un parti soi-disant ouvrier. Et cela nous fait vraiment regretter le pays des moujiks.

***

La jeune Kenoplianikow, qui exécuta le général Minn, a été condamnée à la pendaison par le tribunal militaire de la circonscription de Saint-Pétersbourg. Elle avait déjà été enfermée deux fois à la forteresse Pierre et Paul pour propagande politique. Dans son discours devant le juge, la noble héroïne a dit :

" Vous savez fort bien que vous périrez comme des chacals une fois que vous serez privés de vos privilèges inhumains.

" Sous l'influence de la persécution, l'esprit révolutionnaire a grandi. Le gouvernement tel que vous l'entendez est synonyme de pillages, de crimes, d'incendies et d'égorgements. L'édifice autocratique et bureaucratique ne tient debout que grâce à ses actes de terrorisme.

" Les longues annales de l'histoire russe sont écrites avec du sang ; mais aujourd'hui ni les répressions, ni les manifestes ne sauraient arrêter le mouvement national.

" Vous allez me condamner à mort soit par pendaison, soit par les balles. Je n'aurai qu'une pensée, c'est que mes concitoyens me pardonnent de ce que j'ai pu faire si peu. Je ne peux leur donner que ma vie, mais je meurs avec la pleine foi que le jour est proche où le trône va tomber et où le radieux soleil de la liberté va briller sur toute l'étendue des plaines de la Russie. "

Ce langage est autrement puissant et élevé que celui du plus retentissant discours fait à n'importe quelle Douma. La condamnée a assuré à sa sœur, qui avait pu la voir pendant un quart d'heure à travers les barreaux de la cellule, qu'elle était heureuse de mourir, car elle savait que sa mort contribuerait à l'agitation révolutionnaire. Elle lui a demandé de dire à tous ses amis que ses derniers mots seraient : Vive la révolution sociale !

Oui, vive la révolution sociale non seulement en Russie, mais dans toutes les nations. Nous éprouvons un serrement de cœur en songeant que peut-être de tels sacrifices et héroïsmes ne serviront qu'à une misérable révolution politique et à une bande encore plus misérable de politiciens. Comment en serait-il autrement si nous tous, prolétaires d'Europe et d'Amérique, ne songeons pas à étendre le mouvement révolutionnaire ?

Kenoplianikow a été assassinée légalement, et les autorités militaires ont publié un communiqué déclarant que la sentence avait été ratifiée par le vice-commandant et non par le grand-duc Nicolas dont les pouvoirs en cette matière ne s'exercent qu'à l'égard des condamnés militaires. Ce communiqué révèle chez ce grand-duc la peur de finir comme un Serge quelconque. Les oppresseurs sont toujours aussi lâches que féroces.

***

Nous recevons d'un groupe de camarades lettons à Genève l'appel suivant :

La lutte du peuple russe contre ses oppresseurs prend de jour en jour plus d'intensité. Nos combattants se groupent maintenant sous l'étendard, fièrement déployé, de la commune et de l'anarchie. La révolte se manifeste désormais par des actes d'expropriation, tandis que les tyrans et leurs valets s'attendent à tout instant à voir venir leur dernière heure. Pour une quantité déjà elle a sonné. Le sang des travailleurs a coulé à flot, mais il leur en reste encore pour continuer le combat. Il est certain qu'aujourd'hui nous nous trouvons au seuil d'une ère nouvelle.

Des provinces baltiques qui manifestèrent leur haine du joug avec tant d'énergie quelques anarchistes ont surgi et ont formé un groupe de propagande intitulé : " Le jour du suprême jugement ".

La nécessité d'employer la langue lettonienne pour la propagande par les manifestes, la brochure et les journaux nous crée une situation spéciale, attendu qu'il n'existe encore rien

dans cette langue. Nous avons donc besoin de l'aide financière de tous les camarades qui sympathisent avec nous et s'intéressent au mouvement anarchiste. Nous espérons que ceux qui ne peuvent participer à la lutte directement auront à cœur de nous aider par ce moyen-là. Notre tâche est grande, notre action indispensable. Envoyer lettres et mandats à l'adresse du " Réveil ", rue des Savoises, 6, Genève, avec l'indication : " Pour les Lettons ".

CHRONIQUE VAUDOISE

Fin de la grève des maçons. — Logements insalubres et assassinats économigues. — A propos d'absinthisme.

Voilà une quinzaine que la grève des maçons et manœuvres a pris fin. Après trois mois de lutte, les travailleurs rentrent au chantier avec un gain de 7 centimes par heure, en moyenne. Quant à la diminution de la journée de labeur, question de la plus grande importance, on en reparlera dans quelques années, paraît-il, à moins que les maçons et manœuvres ne reprennent la lutte l'année prochaine, dans de meilleures conditions. Il y a bien un contrat de signé pour quatre ans, mais pourquoi les ouvriers respecteraient-ils les conditions de travail, alors que les patrons leur retiennent constamment un tant pour cent, la plus-value, qui constitue leur gain et qui n'est qu'un vol, en définitive? Alors, il faut que par le sabottage, par des mises-bas brusques, sans motif nouveau, les travailleurs mettent, à tout moment, la production capitaliste en désarroi ; il faut que le métier de patron et d'exploiteur devienne impossible, intenable ; il faut que les parasites rendent gorge, que leur genre de vie soit désorganisé de fond en comble, jusque dans les moindres détails. Dans cet anéantissement de la classe possédante, sans cette désorganisation de l'Etat présent, la société future ne peut point s'édifier — et pourtant c'est bien ce que nous voulons, travailleurs : établir au plus vite la société sans dieu ni maître.

Pour en revenir à ce qui se passe à Lausanne, il n'est pas inutile de dire que les kroumirs commencent à payer cher la sale besogne qu'ils ont faite pendant la grève. Tout d'abord, beaucoup de patrons les renvoient sans autre, ne voulant pas amener des conflits dans leur chantier ; ils sont les plus heureux. D'autres entrepreneurs veulent imposer le contrat de ces traitres à la classe ouvrière, aux anciens grévistes ; des batailles terribles ont lieu, alors, finissant évidemment par la fuite des kroumirs. Vendredi dernier, par exemple, au chantier Jaquemont, un jaune, exaspéré des avaries continuelles qu'il subissait, se permit de lancer une saleté sur un rouge ; aussitôt tous les ex-grévistes de monter dans la maison et d'en sortir, un peu rudement, tous les kroumirs existants ; la police s'amena finalement, et deux bons ouvriers payèrent d'une expulsion le fait d'avoir voulu se débarasser de la jaunisse. Mais la lutte va continuer, non seulement entre maçons rouges et jaunes, mais par tous les travailleurs du bâtiment en général contre tous les kroumirs. D'ici quelques jours, laplace sera ainsi nettoyée. C'est bien, car il faut aussi que l'existence des jaunes devienne impossible, intenable ; tout ce qui touche à la bourgeoisie doit être pourchassé, éloigné, anéanti. C'est une condition essentielle de l'émancipation du peuple.

*
* *

La plupart des journaux bourgeois ont parlé du congrès de l'assainissement de l'habitation tenu à Genève, ces temps derniers. On nous a même donné un certain nombre de chiffres tirés d'un rapport de M. Schnetzler sur les conditions du logement à Lausanne et sur la mutualité dans les divers quartiers de la ville. Mais on se garde comme du feu de tirer de ces chiffres toutes les conséquences qu'ils comportent.

Insistons un peu sur cette question. En 1894, il mourrait à Lausanne dans les avenues des riches une proportion d'habitants égale à 10 0/00 (dix pour mille) ; dans les rues des pauvres, au contraire, au Vallon, à la rue du Pré, à la Mercerie, la proportion correspondante était de 34, 6 0/00 (trente-quatre, 6 pour mille). Or, comme depuis 12 ans les conditions d'habitation n'ont guère changé dans la ville, il va sans dire que ces chiffres restent très sensiblement les mêmes, à l'heure actuelle encore. C'est donc, à nombre égal d'habitants, 3, 46 fois plus de pauvres qui meurent que de riches, et ceci uniquement à cause de la misère matérielle qu'il leur faut supporter. Si tout le monde était bien logé, bien vêtu, bien nourri, aussi bien tout au moins que les banquiers, rentiers et parasites de l'avenue Agassiz où du voisinage de Montbenon il mourrait annuellement :

23 personnes de moins dans le quartier du Vallon ; 26 de moins dans le quartier de Cour ; 14 de moins à la Cité ; 26 à la Pontaise, 20 en Halle, etc. Pourquoi ?

Parce que le taudis serait remplacé par un appartement clair, bien aéré, avec de l'espace et des jardins en suffisance ; parce que la soupe à l'eau et les pommes de terre seraient complétées de quelques bons morceaux de viande et d'une saine nourriture, abondante ; parce que les misérables nippes trouées des travailleurs et de leurs mioches feraient place, sur le dos des bougres, à de bons vêtements chauds, de rechange, propres et agréables ; puis un bon calorifère tiendrait l'appartement au chaud au lieu de laisser grelotter les misereux dans leur turne ; de moëlleux lits, des fauteuils même seraient le complément à ces conditions d'existence, indispensable pour pouvoir vivre. Et après ?

Eh bien, tous ceux qui s'opposent au droit à l'aisance des prolétaires — ces prolétaires, qui font tout et qui ont par conséquent droit à tout et où que ce soit — tous les journalistes, policiers, patrons, gouvernants, juges, prêtres, bourgeois et rentiers, toutes les cliques dirigeantes sont responsables socialement de cette mortalité exagérée de la classe des producteurs, de ces morts qui chaque année, dans chaque ville se chiffrent par centaines. Ces assassinats économiques, légalisés par l'Etat qui envoie toutes les forces de répression contre ceux qui réclament plus de pain, ces crimes, qui pourra jamais en faire le compte ? Non, voyez-vous, la société bourgeoise et une marâtre terrible qui mange sans répit les meilleurs, les plus utiles, les plus nécessaires de ses enfants, d'une façon atroce, puisque sur trois prolétaires qui meurent, il en est deux qui ne seraient pas morts s'ils avaient pu vivre hygièniquement. Et ce ne sont pas quelques maisons nouvelles à bon marché, qui mettront fin à l'œuvre sinistre, brutale des soutiens de la bourgeoisie, s'opposant par la violence — l'armée, la police, les tribunaux, la prison, l'expulsion — à toute demande de mieux être des prolétaires, ce ne sont pas les fameux logements à bas prix, au diable vert, petits, exigus, laids, qu'on nous propose philanthropiquement.

Non, sacrebleu, c'est le droit à l'aisance pour tous, c'est la reprise des bonnes maisons par les prolétaires qui les ont construites, c'est la reprise de possession des vêtements et des comptoirs d'approvisionnement par les travailleuas qui les ont préparés, c'est l'expropriation pleine et entière, sans tarder, qu'il nous faut pratiquer. Il ne mourra personne alors, chez nous, travailleurs du Vallon et de la rue du Pré, il ne mourra, ni camarade, ni enfant, ni femme d'une façon prématurée et forcée :

1. Parce qu'il n'y aura plus de bourgeois pour nous empêcher de manger à notre faim et pour accaparer ce à quoi ils n'ont pas droit, puisqu'ils n'ont rien produit ;

2. Parce que nous produisons, chacun, ce dont nous sommes capables et parce que nous prendrons, tous, ce dont nous aurons besoin.

A « l'ordre » bourgeois qui exige que les pauvres se meurent de privation, il n'y a qu'un remède : la « révolution ».

*
* *

Une vaste agitation est entreprise dans le Canton contre l'usage de l'absinthe, ceci, à la suite de quelques crimes commis par les malheureux qui s'y adonnent. Mais le chemin qu'on suit pour combattre ce fléau de l'alcoolisme est bien le plus mauvais qu'on puisse prendre. Pensez donc, on s'imagine mettre fin à l'abus des liqueurs aromatisées, par une nouvelle loi. C'est vraiment par trop utopique ; car avant que l'absinthe soit interdite, on aura trouvé trente liqueurs et essences diverses qui pourront la remplacer. Les succédanés, en effet, ne manquent pas, tout aussi dangereux ; on en fera des boissons usuelles, très bon marché, qui entreront de suite dans la consommation.

En voulez vous quelque avant-goût ? l'anis, le fenouil, la badiane, la mélisse, le thym, l'arnica, la reine-des-prés, le colombo, l'aloës, la gentiane, la canelle, le genièvre, le cassis, les oranges, les quinquinas, la muscade, les amandes amères, les noyaux offriront tout autant de liqueurs aromatisées et aussi épileptisantes que l'absinthe. C'est certain. Tant que la production est aux mains des capitalistes qui n'ont pas intérêt à produire ce qui est nécessaire, utile, sain, hygiénique, mais ce qui permet à l'exploiteur d'exploiter davantage, tous les produits qui se vendent, qui rapportent entreront en circulation. Il serait illogique, en effet, qu'un moyen aussi puissant d'exploitation que les boissons alcooliques et aromatisées soit mis de côté par ceux qui précisément vivent de ce système d'exploitation : le capitalisme.

Ce n'est donc pas une loi de plus qu'il nous faut. Non, ce serait un mensonge codifié qu'on ajouterait à tous les autres. Ce qui est indispensable, c'est que la production soit reprise par les producteurs eux-mêmes ; ceux-là, n'ayant aucun intérêt à empoisonner leurs semblables, puisqu'il n'y aura plus la possibilité d'exploiter qui que ce soit et de se créer un capital par n'importe quel moyen, ne produiront véritablement que ce qui est utile, nécessaire. C'est une question de moralité, de salubrité donc, que les ouvriers soient possesseurs des machines et des moyens de production.

Mais en attendant que ferons-nous pour détourner les travailleurs de l'absinthisme ? Nous en ferons des militants, autant que possible, car il est patent que les camarades qui ont des préoccupations de propagande, socialisme, anarchisme, syndicalisme, oublient le chemin du cabaret et deviennent, en fait, des abstinents. De toutes façons, ainsi, le domaine de la législation nous répugne. Les résultats illusoires qu'elle peut donner dans n'importe quel cas ne vaudront jamais l'action, l'action directe des travailleurs, et le grand nettoyage qu'il faut faire du capitalisme, absolument.

Agir, préparer la grève générale, et passer à l'expropriation, on ne sort pas de là, de quelque côté qu'on se tourne. J. W.

LORIQUET

M. Jean Sigg, de Genève, répondant à un article du professeur Pareto de Lausanne, dans lequel il exprimait l'idée, après G. Sorel du " Mouvement socialiste ", que le syndicalisme a rejeté au second plan l'action parlementaire socialiste, nous donne un nouvel exemple de sa bonne foi et de son esprit éminemment " scientifique ".

Pour lui, politicien détaché de la queue du radicalisme et socialiste pour autant que ça rapporte le boire et le manger, il ne saurait admettre que le syndicalisme soit autre chose qu'un moyen, pour le prolétariat, de défense des salaires et d'accommodation aux conditions présentes de l'exploitation bourgeoise. Vouloir davantage et aller plus loin, en faisant du syndicalisme une arme de combat contre le patronat et un moyen d'émancipation, c'est faire du confusionnisme.

Contrairement aux statuts de l'Internationale qui subordonnaient tout mouvement politique à la lutte économique que la grande association représentait, M. Jean Sigg ne peut admettre que le syndicalisme, agissant sur le terrain qui lui est propre, le seul terrain en somme sur lequel la lutte de classe et partant le socialisme puissent se développer, rejette toute politique et marche, par l'action directe des travailleurs, à la suppression du patronat et des privilèges de classes. Que deviendraient députés et conseillers de toutes sortes pour lesquels le socialisme consiste surtout à se faire admettre à quelque rubrique budgétaire ? Les travailleurs par leur nombre et leur qualité d'électeurs étaient considérés de tous ces chercheurs de bien-être facile et personnel comme un moyen pratique de se pousser aux bonnes places et aux larges coupes dans la manne gouvernementale. Le peuple, bonne pâte, pâte électorale se travaillant aisément aux veilles d'élection, demeurait une excellente ressource pour tous les arrivistes de la politique. Mais voici que les syndiqués, en lutte avec le patronat, se déshabituent de l'éloquence parlementaire et en arrivent, ô orgueil ! ô vanité ! à ne plus reconnaître la valeur des réformes légales et à prendre en piètre estime les élus du parti socialiste qui les préconisent, toute autre action pouvant nuire à la bonne tenue du parti devant la bourgeoisie.

Il faut réagir. Et alors tous les moyens sont employés — les pires surtout — pour amener, en France, la Confédération du Travail à se rapprocher du parti socialiste et à contracter alliance. La question, soulevée déjà par Renaudel au congrès politique international d'Amsterdam, si je ne m'abuse, est posée au prochain congrès corporatif d'Amiens par la Fédération du textile du Nord. Toute une campagne, faite de petits moyens et de procédés, où la franchise est totalement absente, a été menée dans ce but d'absorption du syndicalisme par la politique. Il s'agit d'imiter les démocrates-socialistes allemands.

M. Loriquet-Sigg présente le fait avec la plus tranquille impudence. Nous relevons l'alinéa suivant pour la confusion de ceux de la Confédération du Travail qui se sont laissés attirer, même en conservant toute leur liberté d'idées et de pensée, dans la malpropre officine de M. Jaurès :

En France, la Confédération générale du travail se rapproche du mouvement politique ; au point que ses principaux leaders sont maintenant collaborateurs à l'*Humanité* de Jaurès. C'est là probablement une conséquence du lamentable échec de l'action directe, au dernier 1er mai. La Fédération des mineurs du Nord demande à entrer à la Confédération avec Basly et Lamendin, députés. La Fédération du textile, sur la proposition de Renard, propose carrément l'affiliation au parti socialiste français unifié.

On sait déjà que Vaillant, Révelin et de nombreux socialistes, collaborateurs de l'« Humanité », peu confiants dans le résultat final du vote du congrès d'Amiens, battent gentiment en retraite. D'autre part, de nombreux syndicats s'affirment, dans des votes préparatoires, les adversaires irréductibles d'une telle alliance, et Merrheim, dans la « Voix du Peuple », de Paris, nous fait la lamentable description de l'influence socialiste dans le Nord, l'avachissement, dans l'attente vaine des actes politiques, des travailleurs de la région, le rapide développement des syndicats jaunes et la mise en œuvre par le patronat de tous les moyens de corruption pour réduire à néant l'œuvre syndicaliste anémiée au contact et au parallélisme de la politique socialiste. Et c'est cette région qui est l'auteur de la proposition d'alliance. C'est un cas de démoralisation consciente.

M. Loriquet-Sigg peut jubiler à son aise et se croire vainqueur avec ses dignes amis Basly et Lamendin et toute la clique politicienne de son parti, les syndicalistes de France s'apprêtent à leur montrer qu'ils ne sont pas encore prêts à se laisser duper par eux. La leçon sera dure mais elle ne pourra en aucune façon être contenue seulement dans le résultat d'un vote, il faudra rendre impossible à l'avenir le travail de termites qu'ont poursuivi les acolytes de Jaurès.

Les politiciens du socialisme dont toute l'action depuis un quart de siècle donna zéro comme résultat sont bien venus de critiquer la lutte pour les huit heures en cette journée du premier mai qu'ils furent les premiers à désavouer.

Le socialisme ne peut trouver sa voie ailleurs que dans la lutte de classe et cette lutte ne saurait s'affirmer par le prolétariat conscient autrement que par la grève et par l'action directe des travailleurs sur le terrain de leur activité professionnelle.

L'Internationale l'avait bien compris et les travailleurs d'Amiens confirmeront ce principe par un rejet péremptoire de la proposition par trois fois soumise à leur décision. C'en est assez !

G. H.

M. Jean Sigg met le point final à un article, dont il a tiré la substance de l'*Annuaire financier suisse*, en disant qu'il préfère rester simple fripouille, comme l'appellent aimablement MM. les anarchistes, que d'être de la grande armée des misérables (les financiers et les industriels.)

Ce qui ne l'empêche nullement d'être à la disposition de ces mêmes financiers et industriels et de donner au Conseil fédéral qui sert d'intermédiaire tous les renseignements que ceux-ci exigent, en y ajoutant même ce qu'il sait sur l'influence anarchiste dans le mouvement ouvrier.

« Simple fripouille », c'est M. Sigg qui le dit ; quand je pense, moi, à la bassesse et à la tartuferie de ce Monsieur, c'est double fripouille qu'il conviendrait de dire, et les preuves sont patentes. G. H.

Mouvement social international

République Argentine

Après quelques mois de calme apparent, il se dessine dans toutes les villes de la république un mouvement intense et très étendu, tant au point de vue syndical révolutionnaire qu'au point de vue anarchiste. Cela est d'autant plus réconfortant qu'il y a quelques mois, à peine, les prolétaires argentins jouissaient du troisième état de siège depuis deux ans, et cela, à la suite de trois grèves générales successives qui avaient absolument terrorisé les bourgeois et les patrons. Comme partout, les gouvernants se vengèrent cruellement sur les ouvriers de la peur que ces derniers leur avaient inspirée. Les déportations à la Terre de Feu, les arrestations et les expulsions ne se comptèrent plus, ainsi que les assommades et tracasseries de tous genres. Le règne du sabre était donc instauré pour la troisième fois, et les condamnations pour faits de grève pleuvèrent dru sur le dos des ouvriers pendant toute la durée de l'état de siège.

Cela n'empêcha pourtant pas les camarades de réagir. La première des choses qu'ils ont entreprise, ce fut le boycottage en règle de leur sacrée république par tous les immigrants éventuels ; aucun travailleur nouveau ne se dirigea sur la République Argentine. Alors ils retentèrent le mouvement qu'ils avaient interrompu, et cette quatrième fois les résultats ne se firent pas attendre. En quelques jours de lutte, les ouvriers du bâtiment, les charrons, les boulangers, les modistes, les tailleurs pour dames, les mécaniciens et similaires obtenaient la journée de huit heures. Voilà une victoire, toujours partielle, sans doute, qui n'est pourtant pas à dédaigner, et on peut sans crainte affirmer que le succès est dû en grande partie à l'action des anarchistes et à l'adoption de moyens de lutte préconisés par eux.

L'esprit anarchiste a en effet, désormais, conquis les milieux ouvriers, et nombre de journaux corporatifs sont, non seulement syndicalistes révolutionnaires, mais aussi carrément antiparlementaires et anarchistes. Il y a, d'autre part, de nouveau à Buenos-Aires le quotidien fait par nos amis, *La Protesta* dont l'influence est très grande. D'autres publications hebdomadaires ont aussi reparu, telles que *Fulgor*, journal anarchiste, *La Accion socialista*, journal syndicaliste-révolutionnaire, dans le genre de l'ancienne *Avant-garde* de Paris. L'antimilitarisme qui avait été négligé jusqu'ici par les camarades sud-américains est devenu maintenant le terrain de ralliement des différents partis ouvriers. Ce qui nous réjouit le plus c'est que les corporations elles-mêmes lancent des propositions et prennent des initiatives. Telle association ouvrière se spécialise dans l'antimilitarisme et organise un congrès, telle autre s'occupe de faire de l'antipropriétarisme et, soit par la presse, soit par la parole ou tout autre moyen d'agitation, elle dénonce la crapulerie du propriétaire de cette maison ou de celle-ci, elle excite les locataires à ne pas payer de loyer, etc. En résumé le mouvement ouvrier argentin en particulier, et sud-américain en général, comporte de grands enseignements ; il a un caractère pratique qui nous plaît infiniment, car l'organisation de la révolte ne peut se faire sans cela.

France

L'émancipation force tous les cerveaux. Après avoir courbé la tête devant le maître, le propriétaire, le maire ou le marchand de vin le paysan français, en maints endroits, lèvent maintenant fièrement la tête. Notre frère de la campagne veut vivre librement aussi, et avec du pain en suffisance encore. Dans le Centre, ce sont les bûcherons du Cher et de la Nièvre qui depuis 1892 se sont groupés ; depuis sept ans ils possèdent une Fédération des bûcherons forte de 20000 ouvriers, dans seize départements. Dans le Bourbonnais une autre Fédération s'est fondée depuis 1905 « dans le but de grouper tous les syndicats des travailleurs de la terre et parties similaires, de chercher par tous les moyens pratiques l'amélioration du sort des travailleurs, en créant d'autres syndicats, des coopératives, et de relever le niveau moral et intellectuel des travailleurs. » Leur organe, *Le Travailleur rural*, apprend aux " cultivateurs-travailleurs " à résister aux grands fermiers et aux propriétaires. Dans le Midi, Gard, Aude, Hérault, Pyrénées orientales, les ouvriers agricoles si nombreux, qu'ils se faisaient souvent concurrence à cause du chômage, se sont unis également en une Fédération avec 140 syndicats. En très peu de temps ils ont obtenu en maints endroits des relèvements considérables de salaire et la journée de huit heures et même de six heures. Les ouvriers jardiniers ont également une Fédération avec un organe spécial.

On se rappelle encore la grève des travailleurs agricoles de Seine-et-Marne et Seine-et-Oise, cette jacquerie si anodine qui terrifia la bourgeoisie. Dans ce pays de propriétaires où les fermiers exploitent des lots de 200 hectares, les ouvriers reçoivent maintenant 100 francs par mois au lieu de 80, les journaliers 3 fr. 50 par jour au lieu de 2.50 ou 2.75, les femmes 2 francs au lieu de 1.25. Et puis surtout, la conscience de classe s'est développée. Dans cette première grève ces travailleurs de la terre ont pu voir où étaient leurs véritables ennemis ; dès qu'ils voulurent réclamer quelques améliorations, toutes les forces de réaction s'abattirent sur eux, sans grand succès pour cette fois, heureusement. Mais le premier pas est fait, et si l'on a tant soit peu de dignité on arrive vite à exiger plus, à demander tout, c'est-à-dire la terre à celui qui la cultive et le produit intégral de son travail.

Après le réveil des moujiks de Russie qui veulent la terre pour eux, coûte que coûte, parce qu'eux seuls la cultivent, après le réveil des campagnards italiens qui envahissent les champs de leurs maîtres et s'emparent des récoltes qu'ils ont fait pousser par le travail de leurs bras, les paysans de la Brie ou du Bourbonnais se sont levés aussi. Et c'est bien. Ainsi se généralise l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes.

Le prochain numéro ne paraîtra que SAMEDI 6 OCTOBRE